Revivez #LaREF25 - "Réindustrialisation : un enjeu de survie ?"

Publié le 18 septembre 2025

Avec Laurent Bataille, Bernard Fontana, Pierre-Jean Leduc, Alain Rousset, Frédéric Souillot, Anaïs Voy-Gillis et animé par Marc Landré.

Verbatim

Anaïs Voy-Gillis : "*Aujourd'hui, si tout le monde parle de réindustrialisation, on ne se donne pas vraiment les moyens de nos ambitions,*"

"*Il faut changer nos règles du jeu internes pour être plus compétitifs ou changer les règles du jeu du commerce international* "

"*Si on veut être sobre, nécessairement, cela Interroge les modèles industriels.*"

"*La vieille industrie, c'est l'acier, c'est l'aluminium, c'est la chimie. Croyez-vous honnêtement qu'on puisse être souverain sans capacité de production d'acier, d'aluminium et de chimie sur le territoire européen ?*"

Bernard Fontana : "*Il y a un challenge, ce sont les compétences.*"

"*Pour EDF, c'est 10000 CDI par an qui sont recrutés, dont 80 % en France.*"

"*Il y a un travail d'attraction à faire et je pense qu'il faut le faire en montrant ce que c'est que l'industrie, parce que les gens ne connaissent pas forcément* "

Laurent Bataille : "*Trois aspects clés. Le premier, c'est la compétitivité. Le deuxième, c'est les volumes, et le troisième, c'est la modernisation.*"

"*La concurrence en industrie n'est pas locale. Donc le prisme ne doit pas être que français. On doit réfléchir évidemment au marché européen et au marché mondial.*"

"*Il faut vraiment qu'on essaie de créer un terrain de jeu qui soit beaucoup plus juste.*"

"*Statistiquement, en France, une usine est deux à cinq fois moins automatisée qu'en Chine, cinq fois moins qu'en Corée du Sud. Cela veut dire qu'aujourd'hui on utilise moins de robots, moins d'automatismes.*"

Frédéric Souillot : "*Il faut faire de la réindustrialisation une réalité et pas seulement un slogan !*"

"*On parle toujours des usines qui ferment, jamais de celles qui ouvrent.*"

"*Il faudrait que demain on remette un vrai ministre de l'industrie, pas juste rattaché quelque part.*"

"*Tout commence dès l'orientation à l'école. Comment est-ce qu'on envoie les jeunes vers l'industrie, le nucléaire et l'énergie décarbonée ?*"

Alain Rousset : "*36 % de l'emploi industriel net créé en France l'est en Nouvelle Aquitaine.*"

"*Le problème de la France aujourd'hui sur le plan industriel, c'est celui des fonds propres, ce n'est pas seulement un problème de culture.*"

"*Il faut des banques régionales d'investissements, qui soient présentes sur le terrain, qui connaissent humainement les hommes et les femmes.*"

"*Je ne suis pas partisan de l'efficacité des réunions à Versailles !*"

"*La Chine vendra toujours moins cher ses batteries.*"

"*Dans la compétitivité, il y a d'abord la productivité, et c'est la qualité de vie au travail qui fait bondir la productivité.*"

Pierre-Jean Leduc : "*C'est difficile aujourd'hui de critiquer Bpifrance dans la dynamique qu'ils ont pu amener dans le tissu, notamment industriel, français.*"

"*Nous sommes le pays de l'OCDE qui taxe le plus l'industrie.*"

"*Des grands groupes industriels ne peuvent pas se développer sans un tissu de sous-traitance.*"

"*A partir du moment où une entreprise est devenue internationale. Évidemment, pour les PME françaises, c'est moins de fabrication et plus de fabrication à l'étranger.*"

Laurent Bataille : "*Il faut réfléchir en termes de filière et de spécialité. Aujourd'hui, en France, on continue d'avoir des filières d'excellence, il faut absolument travailler à continuer de les développer.*"

"*La filière sur laquelle on ne doit pas rater la transformation, c'est celle du numérique. Et la France a une carte à jouer.*"

"*Il est très clair que la France est en retard dans son automatisation et sa digitalisation.*"

"*Il faut voir la transition énergétique et écologique, comme une chance majeure pour la France, pas comme une contrainte.*"

"*La plupart des entreprises françaises voient leur terrain de jeu, comme étant uniquement la France, alors que le terrain de jeu, il est européen ou il est mondial.*"

"*Le vrai problème, c'est qu'on a un coût qui est trop important pour pouvoir être compétitif.*"

Bernard Fontana : "*L'énergie, en particulier l'électricité, est un des déterminants de la compétitivité industrielle.*"

"*Notre électricité est décarbonée, c'est un atout, elle est 10 fois plus décarbonée qu'en Allemagne ou en Italie, quatre fois plus décarbonée qu'en Espagne.*"

"*Il y a un challenge pour continuer à électrifier les usages, mais il faut travailler ensemble.*"

Anaïs Voy-Gillis : "*Il y a un enjeu sur la compétitivité dans les prix de l'énergie.*"

"*La compensation carbone, c'est un levier de compétitivité pour tous les grands consommateurs d'énergie en France. Et à chaque budget, tous les élus se posent la question de savoir s'il faut la remettre en question parce qu'on peut gagner de l'argent. Vous supprimez la compensation carbone, vous tuez tous les sites électro intensifs.*"

Pour aller plus loin

Il fut un temps, pas si lointain, où l'industrie était le cœur économique de notre pays. Où nos usines étaient notre fierté et notre force. Mais les temps ont changé et depuis plusieurs décennies, la France – comme de nombreux pays européens – a laissé son tissu industriel se déliter. Délocalisations, fermetures d'usines, perte de compétences : la désindustrialisation a laissé des territoires à l'abandon et entraîné une dépendance accrue aux importations. Face à cela, la réindustrialisation semble être devenue une nécessité absolue pour assurer notre survie économique, notre compétitivité et notre capacité à former une main-d'œuvre qualifiée. Pour certains, elle est essentielle pour restaurer la souveraineté nationale et créer des emplois durables. D'autres, en revanche, y voient une stratégie coûteuse, dépassée à l'ère de la mondialisation numérique. Quels choix décisifs doivent être faits entre relocalisation industrielle performante, transition écologique et compétitivité internationale ? Peut-on réellement concilier réindustrialisation et impératifs environnementaux ? Enfin, comment les décideurs politiques doivent-ils arbitrer entre plusieurs visions divergentes pour garantir l'avenir économique ?

Une nécessité absolue

Après la crise du Covid et les tensions géopolitiques majeures qui marquent la scène internationale, la réindustrialisation est devenue un enjeu de survie. Survie économique pour ne plus dépendre de l'étranger pour les biens essentiels, au moindre soubresaut de l'histoire. Survie sociale pour créer des emplois, redynamiser nos villes et rouvrir des perspectives pour les plus jeunes. Survie stratégique pour retrouver une capacité d'action et peser dans le monde. Survie en matière de compétences, car relancer l'industrie suppose de former massivement aux métiers d'ingénierie, de production et de maintenance avancée. Réinventer l'industrie, c'est la rendre plus propre, plus économe en ressources, mais surtout plus productive et orientée vers la création de valeur ajoutée. La France semble l'avoir compris puisque depuis 2022, notre pays a enregistré plus de 450 ouvertures nettes de sites industriels. Selon l'Afnor, on compte aujourd'hui quelque 275 000 entreprises industrielles en France, qui emploient près de 3 millions de salariés, ce qui fait de notre pays la 8e puissance industrielle mondiale. En 2023, la part de l'industrie dans le PIB français était de 9,7 %.

L'industrie semble donc avoir fait son grand retour dans les priorités politiques. « *Une nation qui n'a plus d'usines est une nation qui renonce à son destin* », a ainsi déclaré Emmanuel Macron, pour qui la réindustrialisation est un chantier majeur.

Réindustrialiser apparaît comme une chance de construire une industrie nouvelle, plus compétitive, plus innovante, et de ne pas tourner le dos à l'avenir. Mais encore faut-il reconstruire avec intelligence. Comme le souligne Olivier Lluansi, ancien délégué interministériel, « *on ne réindustrialise pas pour réindustrialiser. On fait de l'industrie pour répondre à un projet de société* ».

Quels choix décisifs ?

Première erreur à ne pas commettre : confondre réindustrialisation et relocalisation. Il ne s'agit pas de reconstruire les usines d'hier en relocalisant des secteurs obsolètes ou polluants. Relocaliser en France les usines expédiées en Europe de l'Est ou en Asie dans les années 1980 et 1990 n'aurait guère de sens, tant les processus de fabrication ont changé. La réindustrialisation doit être sélective, stratégique. Attention aussi à ne pas sombrer dans un protectionnisme naïf : aujourd'hui, il s'agit avant tout de jouer européen.

Les idées ne manquent pas pour redresser la barre : miser sur les PME et les ETI ; mieux flécher l'épargne individuelle vers l'industrie, à l'instar de ce que font les Allemands ; mobiliser la commande publique ; investir dans des programmes de formation initiale et continue pour répondre aux 50 000 départs à la retraite annuels dans

l'industrie ; miser sur la qualité autour notamment du label Origine France Garantie ; s'appuyer sur les régions et les territoires pour construire des maillages de fournisseurs locaux ; s'engager plus avant en matière de normalisation ; intégrer l'écoconception dès la production lorsqu'elle améliore la productivité ; et surtout éviter de se battre à armes inégales sur la scène internationale en menant une politique commerciale offensive et défensive. Les blocages actuels sont connus : insuffisance d'innovation dans les technologies avancées, décrochage de la productivité, coûts de l'énergie élevés, perte de souveraineté sur des approvisionnements stratégiques, marché fragmenté et financements insuffisants. La montée en compétence des salariés et la revalorisation de la filière industrielle dans les cursus scolaires sont donc des leviers prioritaires pour lever ces freins.

Concilier réindustrialisation et impératifs environnementaux ?

Il s'agit de trouver un équilibre entre décarbonation et maintien de la compétitivité. La loi Industrie verte, promulguée en octobre 2023, fixe un cap : financer l'industrie verte, faciliter les implantations industrielles, réhabiliter les friches et verdir la commande publique. En France, l'industrie consomme 20 % de l'énergie finale et reste le 3e émetteur de gaz à effet de serre. Le défi consiste moins à multiplier les normes qu'à encourager l'investissement productif et la montée en gamme, seule garantie d'une baisse durable des émissions par unité de valeur produite.

Et ne pas oublier la simplification… et la formation !

Une réindustrialisation réussie doit intégrer des processus de simplification pour moderniser la production. Réduire les étapes de fabrication grâce à l'automatisation, standardiser, adopter l'approche « *lean* » : autant de leviers pour améliorer la productivité. Une simplification administrative et réglementaire est également indispensable, notamment pour les PME : guichets uniques, plateformes numériques, dispositifs d'aide publique clairs.

Garantir l'avenir économique

Pour réussir la réindustrialisation, les décideurs politiques vont devoir arbitrer entre des visions divergentes : souveraineté industrielle, transition environnementale, compétitivité internationale. La clé sera de hiérarchiser les priorités : d'abord la performance économique — investissement productif, exportations, formation — puis l'écologie comme facteur d'optimisation des coûts et d'innovation plutôt que comme contrainte isolée.

Le désir d'industries est revenu en France et, après une grande vague de désindustrialisation, de nombreuses usines rouvrent. Reste à transformer l'essai : financer l'innovation, former 200 000 professionnels supplémentaires d'ici 2030, et sécuriser des chaînes de valeur à haute valeur ajoutée. La France dispose d'atouts solides : position centrale, infrastructures performantes, haut potentiel d'innovation, attractivité industrielle européenne… Comme le dit Louis Gallois, « *il va falloir rompre avec de vieux blocages, repenser l'allocation de nos ressources, et surtout, choisir le modèle que nous voulons bâtir pour les décennies à venir* ».